



Photographe : Christophe Simon AFP/Archives :: Rachid Arhab membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le 25 janvier 2007

[agrandir](#)



photo : **Christophe Simon** , AFP

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) réunit vendredi les dirigeants des douze écoles de journalisme reconnues par la profession. "On veut comprendre si le blocage se fait avant la formation" ou au moment de l'embauche, explique à l'AFP Rachid Arhab, membre du CSA et chargé notamment de travailler sur la diversité.

Selon Pascal Guénée, directeur de l'Institut pratique de journalisme (IPJ) de Paris, la prise de conscience des instituts de formation "remonte à trois ou quatre ans". L'IPJ a ouvert une section parallèle à sa promotion "classique", qui compte une douzaine d'étudiants alternant formation en école et apprentissage en entreprise. Il recrute ces étudiants, issus de la diversité sociale ou ethnique, dans les facultés de la région parisienne, ou via des conseillers d'orientation de banlieue.

Lire aussi

1. [François Fillon et Jean-Pierre Elkabbach destinataires de lettres de menace](#)
2. [Endemol va adapter un nouveau "docu-réalité" britannique sur l'entreprise](#)
3. [Les syndicats de NRJ Group craignent un projet de réorganisation régionale](#)

[lire la suite](#)

L'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille a signé un partenariat avec le blog participatif Bondy Blog --créé en 2005 durant la crise des banlieues-- pour créer une classe préparatoire aux écoles de journalisme, ouverte aux étudiants issus de la diversité. Au Centre de formation des journalistes (CFJ), des anciens préparent gratuitement aux concours des jeunes boursiers.

Du côté des employeurs, Radio France, France Télévisions et l'Agence France-Presse ont signé une convention avec l'IPJ pour prendre en apprentissage les étudiants.

TF1 a elle créé une fondation qui s'adresse aux jeunes des banlieues pourvus d'une expérience professionnelle dans l'audiovisuel mais sans formation. Sur 300 candidats, huit ont été retenus en septembre pour un CDD de deux ans, à des postes de journaliste, réalisateur, technicien.

La plupart viennent de la banlieue et sont d'origine maghrébine ou africaine. "Ils n'ont pas été retenus parce qu'ils sont noirs ou arabes, mais parce qu'ils sont très compétents", explique Samira Djouadi, déléguée générale de la fondation.

La faible représentativité des minorités ethniques ou des jeunes issus de milieux sociaux défavorisés n'est pas propre aux médias. Mais "les médias sont un enjeu car ils façonnent les mentalités et ont donc un rôle essentiel", souligne Amirouche Laïdi, président du club Averroes qui défend la diversité dans les médias.

Les écoles peuvent jouer "un rôle proactif", selon lui. Mais "si l'on veut créer des vocations, il faut que les jeunes puissent s'imaginer à la télévision, or il y a actuellement trop peu de référents", ajoute-t-il.

En novembre dernier, le CSA avait qualifié d'"inacceptable" et d'"intolérable" la place réduite accordée aux non-blancs sur le petit écran, à partir du visionnage de 15 chaînes gratuites pendant une semaine. Place réduite des non-blancs chez les journalistes, les personnages des fictions ou les participants aux émissions de divertissement.

Le Conseil a alors mis en place un baromètre de la diversité, dont le premier est attendu pour juillet, et qui permettra de suivre les évolutions chaîne par chaîne dans ce domaine.

Rachid Arhab "ne croit pas à l'instauration de quotas". Mais "2009 est pour nous la dernière année de concertation", prévient-il. "Les chaînes vont devoir prendre des engagements formels auprès du CSA et s'ils ne sont pas respectés au cours des prochaines années, il pourra y avoir des sanctions".



[votez](#)

[réagissez](#)

[voir tous les articles médias](#)

## Vos réactions

[aide](#)